



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



HORIZON ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 35 – Avril 2021

Sommaire

Région

- ✦ [Conjoncture : vers une reprise « en K » dans l'ASEAN en 2021](#)
- ✦ [Commerce France-ASEAN en 2020](#)
- ✦ [Lutte anti-contrefaçon sur Internet en région ASEAN – la coopération se renforce](#)

Singapour

- ✦ [Singapore Green Plan 2030](#)

Indonésie

- ✦ [Gojek, la décacorne indonésienne poursuit son ascension](#)

Philippines

- ✦ [Une réforme fiscale pour plus d'intégration régionale et faire face à la crise sanitaire](#)

Malaisie

- ✦ [Numérisation de l'économie malaisienne, plans gouvernementaux et enjeux](#)

Cambodge

- ✦ [Les échanges extérieurs du Cambodge en 2020](#)

Vietnam

- ✦ [Financement du secteur de l'énergie et projets GNL au Vietnam](#)

[Annexes statistiques](#)



Région

Conjoncture : vers une reprise « en K » dans l'ASEAN en 2021

Révision à la baisse des perspectives de croissance dans l'Asie du Sud-Est en 2021

Dans sa dernière publication du World Economic Outlook (WEO), le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour la plupart des pays de l'ASEAN en 2021, à l'exception de Singapour (+5,2% contre +5,0% précédemment). Dans l'ASEAN-5, qui comprend les cinq grandes économies en développement de la zone (Vietnam, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Philippines), la prévision de rebond en 2021 est ramenée de 6,2% lors de la publication précédente, en octobre 2020, à 4,9%. La reprise économique dans la zone serait désormais moins rapide que la croissance mondiale (+6,0%), alors que le Fonds anticipait fin 2020 une performance meilleure de ces cinq pays. Les prévisions sont revues à la baisse également dans les quatre autres pays de l'ASEAN, avec une chute plus brutale concernant la Birmanie, dont la situation politique affecte fortement les perspectives macroéconomiques, se traduisant par une estimation de croissance passant de +5,7% en octobre dernier à une récession de -8,9% cette année, en ligne avec les dernières prévisions de la Banque mondiale (-10%).

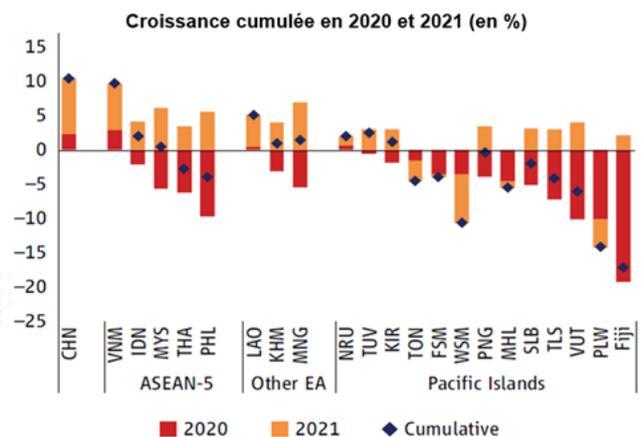
Une reprise « en K » entre pays et au sein des économies de la zone

L'un des moteurs de la résilience de la zone en 2020 a été le commerce extérieur, soutenu par la rapidité de la reprise en Chine et le niveau élevé de la demande adressée par les Etats-Unis dans des secteurs clés comme l'électronique, tendance qui devrait se poursuivre en 2021. D'après le FMI, ce sont les Philippines (+6,9%), la Malaisie (+6,5%) et le Vietnam (+6,5%) qui connaîtraient en 2021 la croissance la plus forte dans la zone, avec à l'autre bout du spectre d'une reprise « en K » la Birmanie, le Brunei (+1,6%) et la Thaïlande (+2,6%), durablement affectée dans le cas de cette dernière par la faiblesse des perspectives de reprise du tourisme international à court terme. Même au sein des pays qui devraient enregistrer le rebond le plus significatif, les situations sont relativement hétérogènes : le Vietnam est le seul grand pays de la

	2019	2020		2021		2022
		Prévisions oct. 2020	Prévisions avr. 2021	Prévisions oct. 2020	Prévisions avr. 2021	
Monde	2,8%	-4,4%	-3,3%	5,2%	6,0%	4,4%
Economies avancées	1,6%	-5,8%	-4,7%	3,9%	5,1%	3,6%
Asie émergente et en développement	5,3%	-1,7%	-1,0%	8,0%	8,6%	6,0%
Chine	5,8%	1,9%	2,3%	8,2%	8,4%	5,6%
Japon	0,3%	-5,3%	-4,8%	2,3%	3,3%	2,5%
ASEAN-5	4,8%	-3,4%	-3,4%	6,2%	4,9%	6,1%
Vietnam	7,0%	1,6%	2,9%	6,7%	6,5%	7,2%
Indonésie	5,0%	-1,5%	-2,1%	6,1%	4,3%	5,8%
Malaisie	4,3%	-6,0%	-5,6%	7,8%	6,5%	6,0%
Thaïlande	2,3%	-7,1%	-6,1%	4,0%	2,6%	5,6%
Philippines	6,0%	-8,3%	-9,5%	7,4%	6,9%	6,5%
Singapour	1,3%	-6,0%	-5,4%	5,0%	5,2%	3,2%
Cambodge	7,0%	-2,8%	-3,5%	6,8%	4,2%	6,0%
Laos	4,7%	0,2%	-0,4%	4,8%	4,6%	5,6%
Birmanie	6,8%	2,0%	3,2%	5,7%	-8,9%	1,4%
Brunei Darussalam	3,9%	0,1%	1,2%	3,2%	1,6%	2,5%
Timor-Leste	1,8%	-6,8%	-6,8%	4,0%	2,8%	4,9%

Source : FMI (WEO, octobre 2020 et avril 2021)

zone qui n'a pas connu de contraction de l'activité en 2020, notamment du fait du dynamisme de son commerce extérieur, en particulier dans le secteur des produits électroniques, et affichera une croissance comparable à la Malaisie, dont le PIB a reculé de 5,6% en 2020, et aux Philippines, pays qui a connu la récession la plus forte dans toute l'Asie du Sud-Est l'an dernier (-9,5%). L'Indonésie, qui est parvenue à afficher une certaine résilience en 2020 (-2,1%), connaîtrait un rebond moins marqué avec une croissance attendue à 4,3% cette année. Au sein des pays de la zone, la reprise sera également inégale entre les secteurs d'activité, dans la mesure où la construction, le transport aérien et le tourisme devraient continuer à pâtir de la situation sanitaire, tandis que l'électronique, la santé et les services numériques devraient à nouveau bénéficier des effets de la pandémie. Dans la plupart des pays de la zone, ces perspectives de reprise sont toutefois conditionnées au succès des campagnes de vaccination en cours.



Source : Banque mondiale (EAP Economic Update, April 2021)

Des perspectives de prolongation en 2022 du rebond attendu cette année

En 2022, le FMI anticipe le maintien d'une croissance forte en Asie du Sud-Est, dans la prolongation du rebond attendu cette année. Tous les pays de l'ASEAN-5 afficheraient une croissance supérieure à 5% l'an prochain, avec un maximum de 7,2% de croissance anticipée au Vietnam, qui continuerait à faire figure de grand gagnant de la crise au niveau régional. Ces performances régionales seraient cette fois supérieures à celles de l'économie mondiale (+6,1% pour l'ASEAN-5 contre +4,4% au niveau mondial). La croissance ralentirait en revanche à Singapour à 3,2%, mais en ligne avec les prévisions des économies avancées (+3,6%).

Contact : romain.saudrais@dgtresor.gouv.fr

Echanges commerciaux entre la France et l'ASEAN en 2020

Nos échanges commerciaux avec l'ASEAN se sont élevés à 27,9 Mds EUR en 2020, en baisse par rapport à 2019 (-21,3%) et qui représente 3,0% de notre commerce mondial. Ce résultat s'explique par la crise liée à la pandémie de Covid-19 qui a paralysé le commerce international. Nos exportations (-30,1%), à 11,5 Mds EUR, ainsi que nos importations (-13,7%), à 16,4 Mds EUR, sont en forte baisse. L'ASEAN est au niveau agrégé le 6ème client de la France, après l'Union européenne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la Suisse, ainsi que son 5ème fournisseur, après l'UE, la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Singapour compte pour 61% de nos exportations vers l'ASEAN, en raison de son rôle de plateforme commerciale régionale, alors que le Vietnam représente 32,6% de nos importations.

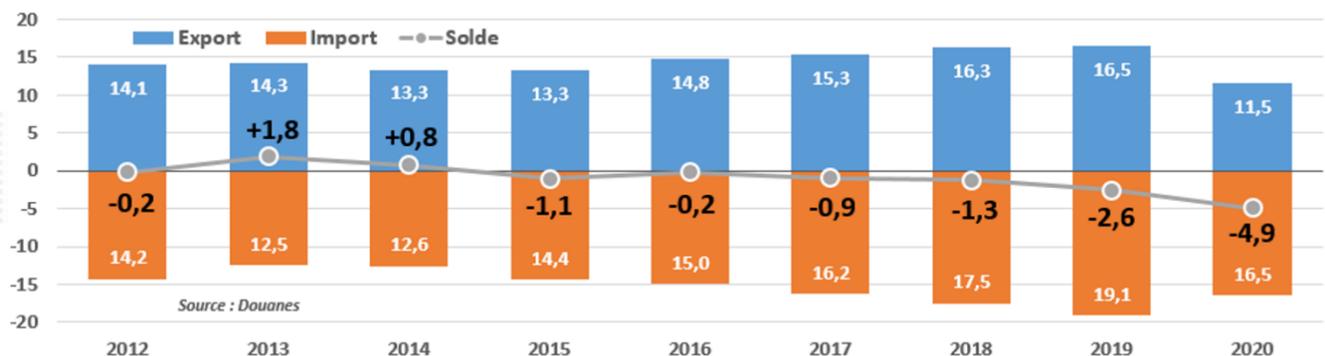
Chute de 30,1% de nos exportations vers l'ASEAN à 11,5 Mds EUR

Les exportations françaises vers l'ASEAN, en baisse de 30,1% ont atteint 11,5 Mds EUR sur l'année 2020 et sont dirigées vers Singapour à hauteur de 61%. Concernant nos autres partenaires principaux pour l'exportation, nos ventes vers le Vietnam (-40,4%, à 964 M EUR), l'Indonésie (-34,6%, à 1,0 Md EUR), la Thaïlande (-34,4%, à 1,0 Md EUR), la Malaisie (-49,2%, à 762 M EUR) et les Philippines (-56,8%, à 495 M EUR) reculent fortement, de même que les ventes vers le Cambodge (-43,5% à 114 M EUR) et la Birmanie (-62,2% à 56 M EUR). A noter, nos exportations vers le Brunei (-2,6%, à 8,1 M EUR) et le Laos (-1,0% à 9,6 M EUR) restent stables.

Nos exportations vers l'ASEAN ont été principalement réalisées dans nos secteurs d'exportation traditionnels : le secteur aéronautique et spatial, les produits de luxe (maroquinerie, parfums et cosmétiques) et les boissons, ainsi que les produits informatiques et électroniques.

- Les ventes aéronautiques et spatiales enregistrent une chute vertigineuse de -71%, à 1,5 Md EUR, mais représentent 13,4% de nos exportations totales vers l'ASEAN.
- Nos ventes de textiles et maroquinerie baissent de -10,5% à 1,4 Md EUR, et représentent 13,4% de nos exportations totales.

Evolution des échanges entre la France et l'ASEAN (en Mds EUR)



Source : Douanes

Source : Douanes françaises

- Les exportations de parfums et cosmétiques baissent légèrement, de -5,4% à 1,3 Md EUR, et comptent pour 11,2% de nos exportations totales.
- Les exportations de produits informatiques et électroniques reculent de -11,8% à 1,2 Md EUR, et comptent pour 10,4% de nos exportations totales. Elles sont composées pour plus de moitié de composants et de cartes électroniques, dans une région très intégrée aux chaînes de valeur de l'électronique.
- Les ventes de boissons – composées à 94% d'alcool et de vin – chutent de -30,5%, à 811 M EUR (1,4 Md EUR pour l'agroalimentaire au total) et représentent 7,0% de nos exportations totales.
- Les ventes de produits pharmaceutiques bénéficient du contexte de la crise sanitaire et augmentent de 7,0% à 1,3 Md EUR. Elles représentent 11,0% des ventes françaises vers l'ASEAN.
- Nos achats de produits informatiques, électroniques et optiques reculent de 13,3%, à 4,2 Mds EUR, comptent pour 25,9% de nos importations totales depuis la région représentent 9,5% de nos importations mondiales dans ce secteur. Les importations depuis le Vietnam diminuent (-15,7% à 1,6 Md EUR), de même que depuis la Thaïlande (-9,3% à 621 M EUR), Singapour (-1,0%, à 563 M EUR), la Malaisie (-11,2% à 1,1 Md EUR) et les Philippines (-31,4%, à 296 M EUR).

Un déficit commercial vis-à-vis de l'ASEAN qui se creuse sensiblement à -4,9 Mds EUR

Notre déficit commercial vis-à-vis de l'ASEAN double quasiment, à 4,9 Mds EUR après 2,5 Mds EUR en 2019, soit l'équivalent de 6% de notre déficit commercial mondial. Notre balance commerciale est déficitaire vis-à-vis de la plupart des pays de l'ASEAN, mais fortement excédentaire vis-à-vis de Singapour (4,8 Mds EUR), ce qui ne permet pas de compenser le déficit vis-à-vis des sept autres pays de la région, en particulier le Vietnam (-4,4 Mds EUR), la Thaïlande (-1,6 Md EUR), la Malaisie (-1,6 Md EUR), le Cambodge (-831 M EUR) et les Philippines (-265 M EUR).

Contact : jules.fouquet@dgtresor.gouv.fr

Contraction de 13,7% de nos importations depuis l'ASEAN à 16,4 Mds EUR

Les importations françaises depuis l'ASEAN, en baisse de 13,7%, se sont élevées à 16,4 Mds EUR en 2020. Le Vietnam, dont les ventes à la France baissent de 4,7%, à 5,3 Mds EUR, demeure notre principal fournisseur dans la région (32% du total) en raison de sa spécialisation dans l'électronique et l'habillement. Les importations depuis Singapour se réduisent fortement (-39,0% à 2,1 Mds EUR), principalement du fait de la baisse des achats des matériels de transport (-74,9% à 283 M EUR) et pétroliers (-59,1% à 335 M EUR). Nos achats depuis la Thaïlande (-12,5% à 2,6 Mds EUR), l'Indonésie (-8,1% à 1,7 Md EUR), le Cambodge (-11,7% à 946 M EUR), les Philippines (-29,5% à 760 M EUR) et la Malaisie (-0,4% à 2,3 Mds EUR) baissent sensiblement, tandis que les importations depuis la Birmanie (+3,0% à 414 M EUR) progressent légèrement.

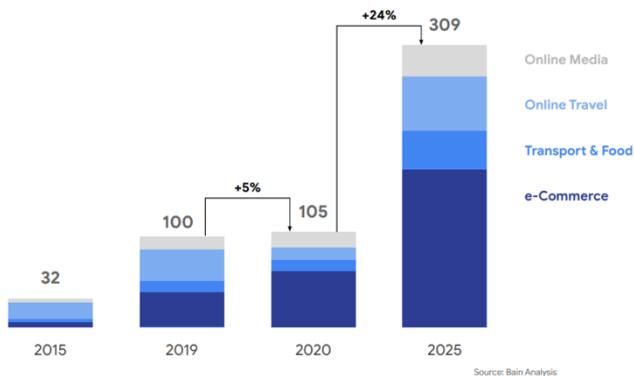
- Nos importations de textile et de chaussures baissent légèrement, de -3,2% à 4,6 Mds EUR, et forment 28% de nos importations totales. Les approvisionnements venant de la zone comptent pour près de 11,3% de nos importations mondiales dans ce secteur.

Lutte anti-contrefaçon sur Internet en région ASEAN – La coopération se renforce

Des échanges commerciaux en ligne toujours plus nombreux et donc plus à risque

Les échanges commerciaux se sont fortement développés en ligne ces dernières années dans le monde et en particulier dans l'ASEAN, d'autant plus avec la pandémie de Covid-19. Il est prédit dans le rapport « e-Conomy SEA2020 » de Google, Temasek et Bain publié en fin d'année 2020 que l'économie numérique en Asie du Sud-Est avait dépassé les 100 Mds USD en volume brut de marchandises l'an dernier et devrait représenter plus de 300 Mds USD d'ici 2025.

SEA Internet economy GMV (US \$_B)



En parallèle un autre rapport précise qu'une personne sur trois en Asie du Sud-Est a déjà été victime d'une fraude en ligne. Ce rapport réalisé par ADVANCE.AI, entreprise leader en intelligence artificielle et Big data en Asie, rappelle que l'Asie du Sud-Est est une des économies à la croissance la plus rapide au monde, ce qui en fait une cible aussi pour la fraude et les escroqueries en ligne. En 2019, il est estimé que l'Asie du Sud-Est a perdu 260 M USD à cause de la fraude numérique (vol d'identité, activités de phishing, fraude sur compte bancaire).

La pandémie de COVID-19 illustre également les risques auxquels le consommateur de produits contrefaits expose sa santé et sa sécurité. La pandémie a permis aux contrefacteurs de tirer parti des vulnérabilités des consommateurs, compte tenu en particulier de la pénurie de plusieurs catégories de produits et des confinements. Cette situation a pu inciter des personnes mal intentionnées à conquérir le marché en fournissant notamment des produits contrefaits. En 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé lançait une alerte mettant en garde les consommateurs, professionnels de la santé et autorités sanitaires contre un nombre croissant de produits médicaux falsifiés. Lors de la semaine d'action du 3 au 10 mars 2020 de l'opération PANGAEA XIII, les autorités des 90 pays membres d'INTERPOL participant à l'opération contre la vente en ligne illicite de médicaments et de produits médicaux ont saisi des contrefaçons de masques de protection respiratoire, des solutions hydroalcooliques de qualité inférieure et des médicaments antiviraux non autorisés. L'opération a permis de procéder à 121 arrestations dans le monde entier et de saisir des produits

pharmaceutiques potentiellement dangereux d'une valeur de plus de 14 M USD.

Les enjeux en matière de lutte anti-contrefaçon et plus globalement de fraude en ligne sont, par voie de conséquence, très importants. Les initiatives permettant d'engager un dialogue entre les parties prenantes, notamment les plateformes de e-commerce et les titulaires de droits de propriété intellectuelle, sont donc les bienvenues afin de préserver la santé et la sécurité des consommateurs, d'éviter la concurrence déloyale pour les entreprises et la destruction d'emplois.

Lancement d'initiatives de collaboration pour la lutte anti-contrefaçon en ligne dans la région ASEAN

Depuis le début 2021, plusieurs initiatives de coopération entre les plateformes de e-commerce et les titulaires de droits de propriété intellectuelle ont été initiées. Il est rappelé que c'est en France, que furent signées en 2009, avec l'INPI comme autorité de suivi, les premières chartes de lutte anti-contrefaçon sur internet, qui sont désormais le standard européen.

Des initiatives ont été lancées en Thaïlande, aux Philippines et à Singapour. Le 11 janvier 2021, un MoU (Memorandum of Understanding - mémorandum d'entente) sur la protection des droits de propriété intellectuelle sur Internet a été signé en Thaïlande entre les autorités, des titulaires de droits de propriété intellectuelle ou leurs représentants et des opérateurs de plateformes Internet. Ainsi le Département de Propriété Intellectuelle (homologue de l'INPI), le Département du Développement des Affaires et le Département de Promotion du Commerce International ont signé le texte avec les plateformes Shopee, Lazada et Central JD Commerce, ainsi qu'une vingtaine de titulaires de droits de propriété intellectuelle ou représentants de titulaires de droits de propriété intellectuelle. La liste des signataires n'est pas figée et d'autres signataires pourront rejoindre le MoU au cours du temps. Le 1er mars 2021, un autre protocole d'accord a été signé par les plateformes Lazada et Shopee aux Philippines, avec plusieurs titulaires de marques et associations d'entreprises locales et internationales. Dans ces protocoles d'entente, définissant des codes de conduite, les

signataires s'engagent notamment à collaborer pour mettre fin aux ventes de contrefaçons sur Internet. La sensibilisation aux droits de propriété intellectuelle des commerçants vendant en ligne peut également être encouragée. Enfin, le 30 mars 2021, un premier dialogue « virtuel » à huis clos a été organisé par l'INTA (International Trademark Association) et EuroCham Singapore, permettant aux autorités singapouriennes présentes, aux titulaires de droits de propriété intellectuelle et aux plateformes de e-commerce d'avoir des premiers échanges.

La mise en œuvre des initiatives et les résultats qui en découleront seront intéressants à observer. D'autres initiatives pourraient également voir le jour dans d'autres pays de l'ASEAN dans les mois à venir. Il conviendra d'être attentif et les titulaires de droits intéressés par ces différentes initiatives lancées et à venir, pourraient, dès à présent, se rapprocher de leurs mandataires locaux ou de la représentation de l'INPI en ASEAN, basée au sein du Service Economique Régional de l'Ambassade de France à Singapour.

Contact: stephanie.leparmentier@dgtresor.gouv.fr

Singapour Singapore Green Plan 2030

Le gouvernement singapourien a présenté le 10 février 2021 sa nouvelle stratégie en matière de développement durable, le Green Plan 2030, destiné à renforcer les engagements de la cité-Etat dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU et de l'Accord de Paris. Il contient en grande majorité des mesures précédemment annoncées, mais comporte aussi plusieurs nouvelles initiatives et objectifs, notamment sur le climat, la mobilité propre, l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et la finance verte.

Le Green Plan 2030 vient compléter les stratégies existantes dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'économie circulaire et de la finance verte, notamment le Zero Waste Masterplan (2019), le Sustainable Singapore Blueprint (2015), le Masterplan 2040 de l'Autorité de transport terrestre (LTA), le

Green Building Masterplan 2020 et le Green Finance Action Plan de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), adopté en 2019.

Le plan s'articule autour de cinq piliers :

1. **City in Nature** : créer une maison verte, habitable et durable pour les Singapouriens ;
2. **Sustainable Living** : faire de la réduction des émissions de carbone, du maintien d'un environnement propre et de l'économie des ressources et de l'énergie, un mode de vie à Singapour ;
3. **Energy Reset** : utiliser une énergie plus propre et augmenter l'efficacité énergétique pour réduire l'empreinte carbone ;
4. **Green Economy** : rechercher des opportunités de croissance verte pour créer de nouveaux emplois, transformer les industries et exploiter le développement durable comme un avantage concurrentiel ;
5. **Resilient Future** : renforcer la résilience climatique de Singapour et améliorer la sécurité alimentaire.

Principaux objectifs pour 2030 :

Transports : toutes les voitures neuves immatriculées devront être des modèles à énergie propre d'ici à 2030. Par ailleurs, le réseau de transports publics sera étendu et amélioré afin d'encourager les Singapouriens à l'utiliser, avec l'objectif d'atteindre 75% des trajets effectués par leur biais. Le réseau ferroviaire sera étendu à 360 km, avec de nouvelles gares et/ou lignes ouvertes presque chaque année pendant les 10 prochaines années. Les pistes cyclables devraient atteindre un total de 1 320 km.

Agriculture : Singapour prévoit de couvrir 30% de ses besoins nutritionnels par la production locale d'ici 2030 (« 30 by 30 »), via la fourniture de plus d'espaces et d'infrastructures dédiés à l'agriculture et l'aquaculture et une amélioration du soutien financier à l'industrie agroalimentaire.

Economie circulaire : le Green Plan vise une réduction de 20% des déchets envoyés en décharge d'ici 2026

(objectif de -30% à l'horizon 2030), grâce à une stratégie nationale sur les déchets électroniques, d'emballage et alimentaires. Le Green Plan envisage le développement d'un quartier zéro déchet (Jurong Lake), avec un tri et un traitement des déchets alimentaires intégrés aux nouvelles constructions.

Energie : le gouvernement se fixe pour objectif de multiplier par 5 le déploiement des capacités en énergie solaire, pour atteindre au moins 2 GW en 2030, et 1,5 GW d'ici 2025, pour répondre à environ 2% de la demande en électricité. Le Green Plan prévoit également le déploiement de 200 MW de systèmes de stockage de l'énergie à l'horizon 2025 et de diversifier les sources du mix énergétique par l'importation d'électricité propre. D'ici 2021, suffisamment d'énergie solaire devra être générée à partir des panneaux solaires flottants pour alimenter 100% des installations de traitement et distribution d'eau de Singapour.

Climat : les objectifs restent identiques à ceux pris dans la Contribution nationale déterminée (CND) adoptée en février 2020 : un objectif de pic des émissions à 65 MtCO₂e (équivalent dioxyde de carbone) en 2030, une réduction de moitié des émissions à 33 MtCO₂e en 2050 et des émissions nettes nulles dès que viable dans la seconde moitié du siècle.

Efficacité énergétique des bâtiments : Singapour vise 80% des constructions, y compris existantes, labellisées « green mark » en 2030. Le Green Plan prévoit la réduction de 15% de la consommation d'énergie dans les logements publics existants, gérés par le Housing development board, via le programme HDB Green Towns.

Dans son format actuel, le Green Plan reste une compilation des initiatives et objectifs de développement durable existants et annoncés précédemment. Les ambitions en matière de climat sont identiques à celles annoncées dans les dernières CND singapouriennes. Toutefois, certaines mesures sont de nature à permettre de renforcer les ambitions singapouriennes en matière de développement durable, notamment le nouveau programme de durabilité des entreprises (modalités du programme Enterprise Sustainable Singapore à venir). Par ailleurs, le financement de 19 Mds SGD de projets

d'infrastructures publiques par l'émission d'obligations vertes permettra à Singapour de rejoindre le « club » des pays émetteurs de green bonds et contribuera à structurer et approfondir le marché des obligations vertes dans la région.

Contact : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr

Indonésie

Gojek, la décacorne indonésienne poursuit son ascension

Avec 100 millions de transactions et 29 millions d'utilisateurs mensuels, Gojek a été la première licorne d'Indonésie et est depuis l'année dernière sa première décacorne (entreprise du numérique dont la valorisation dépasse 10 Mds USD). Initialement conçu comme une plateforme mettant en relation chauffeurs de motos (« ojek ») et passagers, le modèle d'affaires de Gojek a rapidement pris de l'ampleur en élargissant son écosystème d'activités. Peu affectée par la crise sanitaire, la licorne Gojek profite au contraire du COVID-19 pour renouveler son éventail d'activités, perfectionner ses services et ainsi s'imposer comme le leader incontesté sur plusieurs marchés indonésiens.

Gojek est une société de services dont la demande est construite initialement sur la base d'un service de réservation de moto-taxis (ojek en indonésien). A sa création en 2010, l'entreprise n'est ainsi qu'un centre téléphonique de réservation à vocation sociale. Cinq ans plus tard, elle lance une application pour smartphone sur le modèle de l'américain Uber et croît significativement depuis : 600 chauffeurs en 2015, 1 million en 2018, 2 millions aujourd'hui. Au service de transport, elle ajoute rapidement pléthore d'autres services, tels que la livraison de plats, de courses, de colis, de médicaments, le transport en voiture, le paiement en ligne.

Depuis 2015, Gojek a attiré les investissements les plus importants qu'une start-up indonésienne ait reçus, levant plus de 2 Mds USD auprès d'investisseurs internationaux de premier plan et devenant au passage la première licorne du pays puis la première décacorne, avec une valorisation estimée à ce jour à

12,5 Mds USD. La structure actionnariale de Gojek est quelque peu atypique dans la mesure où elle compte plus de 100 actionnaires internationaux sans actionnaire majoritaire. Ce sont des actionnaires principaux qui délivrent des conseils à l'entreprise et avec qui sont établis des partenariats stratégiques.

Après s'être concentré sur l'Indonésie, Gojek a commencé à s'internationaliser en 2018. La start-up a ainsi lancé ses opérations au Vietnam, à Singapour et en Thaïlande : des pays de l'ASEAN où est déjà implanté son principal concurrent, la licorne singapourienne Grab, en passe de s'introduire en bourse aux Etats-Unis par le biais d'une SPAC, avec à la clé une valorisation qui atteindrait 40 Mds USD. L'objectif affiché actuellement est davantage de renforcer la présence de Gojek plutôt que de l'élargir. En Indonésie, le partage des deux applications suit plus ou moins la configuration suivante : un tiers des consommateurs utilisent Grab, un autre Gojek et le dernier tiers les deux applications.

Gojek défend sa dimension « sociale » à travers la promotion du micro-entrepreneuriat et le soutien au secteur informel. Cette volonté est notamment défendue par Nadiem Makarim, fondateur de Gojek et actuel ministre de l'Education et de la Culture indonésien. Le fait que tous les chauffeurs et prestataires soient indépendants est présenté comme une promotion de l'entrepreneuriat. Le portemonnaie électronique de Gojek a également vocation à soutenir l'inclusion financière. De la même façon, la licorne affirme soutenir les petits commerçants : l'application aurait été récemment repensée afin de les accompagner dans leur transformation numérique.

L'adaptabilité de Gojek lui permet de faire face à la crise sanitaire. Gojek a toujours mis en avant sa forte capacité d'adaptation aux modifications du marché. C'est d'ailleurs grâce à sa très bonne compréhension et son analyse des changements de situations et de comportements des consommateurs que l'entreprise fait figure de modèle de réussite. **La crise a offert la possibilité à Gojek d'accélérer sa rentabilité, sa rationalité et sa soutenabilité.** Le COVID-19 a mis l'accent sur la nécessité de renforcer certains services, parmi lesquels les services financiers et de paiement ainsi que la logistique. Certains secteurs ont d'ores et déjà connu une croissance importante du fait des

conséquences de la pandémie, en première ligne desquels la logistique et l'e-commerce, dont la croissance a doublé, ou les services financiers. **Malgré ses efforts, certains services Gojek ont nécessairement été impactés du fait des mesures sanitaires,** les plus touchés ayant été le secteur du transport et des paiements B2C (en magasin).

De façon générale, l'économie de Gojek s'inscrit dans la logique de numérisation du pays. La mission initiale de Gojek telle que défendue par Nadiem Makarim est de transformer l'Indonésie en faisant entrer tous les consommateurs dans l'économie numérique, qui a quintuplé en Indonésie au cours des cinq dernières années, progressant plus rapidement que dans les autres pays d'Asie du Sud-Est. L'e-commerce apparaît comme la principale composante de l'industrie numérique en Indonésie et se révèle être une véritable opportunité pour les licornes. La pandémie de COVID-19 a accéléré la digitalisation du pays, offrant à Gojek la possibilité de participer activement à la transformation numérique des habitudes de consommation.

Gojek pourrait suivre le mouvement lancé tout récemment par son concurrent Grab, qui devrait faire prochainement son entrée en bourse. Gojek et le géant du e-commerce indonésien Tokopedia (évalué à 7 Mds USD) sont actuellement en discussion au sujet d'une fusion et d'une éventuelle cotation aux bourses américaine et indonésienne. Les deux sociétés sont en train de chercher l'approbation de leurs actionnaires. L'entrée en bourse de Grab pourrait ainsi marquer le début d'un nouveau chapitre pour l'économie de l'Asie du Sud-Est et pour l'Indonésie et son écosystème de start-ups, en attirant des investisseurs internationaux souhaitant accéder à l'un des marchés numériques à la croissance la plus rapide au monde. Gojek n'a pour l'instant jamais été rentable (tout comme Grab). Néanmoins, l'année 2020 a permis à l'ensemble des interfaces Gojek de générer des marges positives, laissant espérer une accession prochaine à la rentabilité.

Contact : rebecca.melgrani@dgtresor.gouv.fr

Philippines

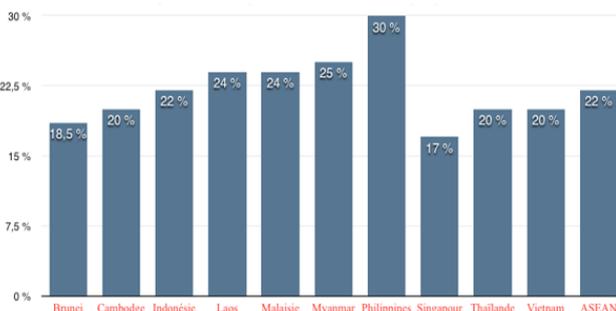
Une réforme fiscale pour plus d'intégration régionale et faire face à la crise sanitaire

La Chambre des représentants et le Sénat philippin ont adopté le mercredi 3 février la version bicamérale du Corporate Recovery and Tax Incentives for Enterprises Act (projet de loi CREATE). Désormais soumise à la signature du Président, cette réforme de la fiscalité des entreprises a pour principaux objectifs de renforcer la compétitivité de l'économie philippine et d'améliorer l'environnement des affaires par l'octroi d'allègements fiscaux. Cette loi devrait raviver l'attractivité des Philippines et soutenir ses entreprises face à la pandémie. Les deux mesures phares sont la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés (jusqu'ici le plus élevé de l'ASEAN) et une harmonisation des incitations fiscales.

Mutation d'une simple réforme fiscale pour plus de compétitivité en une réponse à la crise sanitaire.

Soutenue par le ministère des Finances (DoF), la version finale de la loi Corporate Recovery and Tax Incentives for Enterprises (CREATE) proposée par le comité bicaméral, panel conjoint de la Chambre des représentants et du Sénat philippins, a été adoptée. Dans le prolongement du premier paquet initié en 2017 avec la Tax Reform for Acceleration and Inclusion Act (loi TRAIN), CREATE fait partie du deuxième paquet du programme global de réformes fiscales de l'administration Duterte.

Figure 1. Taux d'impôt sur le revenu des sociétés par pays en ASEAN



Source: PwC, Worldwide Tax Summaries (2020); OECD, Investment Policy Reviews

L'acronyme de la loi a changé, devenant Corporate Recovery and Tax Incentives Rationalization Act (CITIRA) en 2019 et enfin CREATE en 2020, traduisant en partie son repositionnement comme un texte de réponse à la pandémie. En juin 2020, pour faire face à la crise, le DoF a modifié le projet de loi afin de lancer une bouée de sauvetage aux entreprises en abaissant immédiatement de 5 pdb l'impôt sur le revenu des sociétés.

Grâce à deux mesures porteuses que sont l'abaissement de l'impôt sur le revenu des sociétés et l'exemption de TVA sur les vaccins et les médicaments contre le Covid-19

Principales mesures de la loi Corporate Recovery and Tax Incentives for Enterprises (CREATE)				
Abaissement des impôts sur les sociétés	Avantages fiscaux aux entreprises	Développement rural	Covid-19	Autres avantages fiscaux
<ul style="list-style-type: none"> → Impôt sur le revenu des sociétés abaissé de 30 à 20 % pour les PME nationales (disposant au maximum d'un revenu net imposable de 104 000 USD et 2 M USD d'actifs, hors terrains) → Impôt sur le revenu des sociétés abaissé de 30 à 25 % pour toutes les autres sociétés → Taux d'impôt abaissé de 3 à 1 % pour les petites entreprises dont les ventes ou les revenus ne dépassent pas le seuil d'exonération de TVA de 52 000 USD (en vigueur du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023) → Diminution de l'impôt minimum sur le revenu des sociétés de 2 à 1 % (en vigueur du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023) 	<ul style="list-style-type: none"> → Jusqu'à 17 ans d'incitation (4 à 7 ans d'exonération fiscale + 10 ans d'impôt spécial sur les sociétés de 5 % ou de déductions améliorées) pour les exportateurs et entreprises du marché intérieur définies comme « critiques » par la NEDA (National Economic Development Authority) → Jusqu'à 12 ans d'incitation (4 à 7 ans de congé fiscal + 5 ans d'impôt spécial sur les sociétés ou de déductions améliorées) pour les autres entreprises du marché intérieur 	<ul style="list-style-type: none"> → Incitations plus élevées pour les entreprises situées en dehors des zones métropolitaines → 2 années d'exonération fiscale supplémentaires pour toute installation dans une zone qui se remet d'une catastrophe naturelle ou de conflit armé → 3 années supplémentaires de congé fiscal pour les entreprises enregistrées qui déménageront entièrement de la Région de la capitale nationale (NRC) 	<ul style="list-style-type: none"> → Importations et vente sans TVA de médicaments contre la Covid-19 et des équipements de protection individuel (jusqu'au 31 décembre 2023) → Taux d'imposition préférentiel réduit de 10 à 1 % pour les hôpitaux et les établissements d'enseignement à but non lucratif (en vigueur du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023) 	<ul style="list-style-type: none"> → Extension de la déduction fiscale des frais de formations en alternance ou en entreprise pour les élèves du lycée, technico-professionnel et de l'éducation tertiaire. → Exonération de la TVA pour les médicaments contre le cancer, les maladies mentales, la tuberculose et les maladies rénales → Exonération de TVA sur la vente, l'importation ou la publication de livres électroniques → Taux de déduction des dépenses courantes de recherche et développement de 100% pour les entreprises créant de nouveaux produits

Revoir l'impôt sur les sociétés et les incitations fiscales était primordial pour les Philippines afin de rattraper ses voisins de l'ASEAN

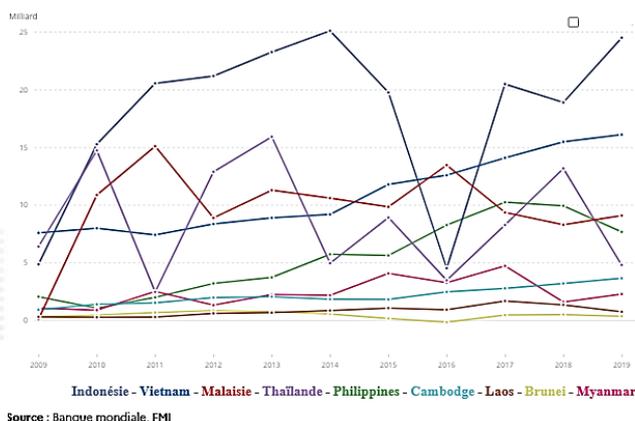
Au moment où plusieurs entreprises étrangères délocalisent leurs activités de Chine, le pays manque une occasion de créer de l'emploi. Cette loi arrive trop tard, à l'exemple du départ de nombreux

constructeurs japonais de l'archipel. En mars prochain, Nissan va arrêter ses opérations d'assemblage aux Philippines après une baisse de 40% de leurs ventes en 2020. Avec le taux d'imposition sur les sociétés le plus élevé de la région, l'environnement des affaires des Philippines est moins attractif que celui de ses voisins. CREATE est un moyen de redevenir compétitif par rapport aux autres pays de l'ASEAN où l'impôt sur les sociétés se situe en moyenne à 22%, contre 30% aux Philippines. Le deuxième problème dommageable à la compétitivité des Philippines est celui des incitations fiscales accordées à perpétuité, sans examen approfondi des coûts et des avantages de ces dernières. Le coût des incitations fiscales octroyées en 2017 par le gouvernement à 3 150 entreprises est estimé à plus de 9 Mds USD, soit 2,8% du PIB.

A travers cette réforme, le ministère des Finances a pour objectifs d'attirer 90 Mds USD d'IDE et créer 1,8 million d'emplois en 10 ans

Le ministre des Finances et le Fiscal Incentives Review Board¹ (FIRB, chargé d'approuver les exonérations fiscales octroyées par les agences de promotion de l'investissement) estiment les investissements générés à hauteur de 250 Mds USD, dont 90 Mds USD en IDE et escomptent la création d'1,8 million d'emplois dans la prochaine décennie². Pour ce faire, cette loi compte attirer les investissements étrangers à valeur-ajoutée. Invitée à investir dans le secteur des technologies pour de faire des Philippines sa base régionale pour l'ASEAN³, l'Inde s'est déjà engagée à mettre en place un système d'identification national ainsi que le réseau

Figure 2. Entrées nettes d'IDE par pays de l'ASEAN (sauf Singapour)



¹ Agence présidée par le DIF sous forme de comité, en charge de superviser les agences de promotion des investissements

² http://legacy.senate.gov.ph/press_release/2021/0203_villanueva2.asp

haut débit des Philippines. CREATE tente d'améliorer le climat des affaires en mettant fin à l'incertitude des investisseurs concernant les politiques fiscales du pays. Entre 2018 et 2020, les pertes d'IDE sont estimées à 18 Mds USD⁴. Les mesures de cette réforme devraient permettre aux Philippines de retrouver un taux de croissance économique de 6 à 7% en 2021, après la contraction historique du PIB en 2020 (-9,5%).

Les principales critiques portent sur l'opacité des débats de la dernière version du projet de loi

Le Think Tank Action for Economic Reforms (AER) a salué l'adoption de CREATE tout en attirant l'attention sur le manque de transparence dans les délibérations sur la forme finale du projet de loi établie par le comité bicaméral. Des dispositions ont été ajoutées et votées sans débat public. Il s'agit d'une exonération fiscale portant sur les importations de pétrole brut pour les raffineries et l'ajout de ces dernières dans le Plan stratégique d'investissements prioritaires (IPP)⁵. Cette mesure vise à soutenir la compétitivité de Petron Coporation face à Shell et Caltex qui importent du pétrole déjà raffiné. L'AER considère que cette exonération représente une perte nette de 72 M USD. Le Président a supprimé la disposition qui limite l'exercice du FIRB aux entreprises dont le capital total dépasse 1 Md de PHP (soit 21 M USD).

Contact : jerome.paindavoine@dgtresor.gouv.fr

Malaisie

Numérisation de l'économie, plans gouvernementaux et enjeux

Le Premier ministre malaisien, Muhyiddin Yassin, a récemment annoncé le lancement d'un plan gouvernemental de numérisation de l'économie, MyDigital, qui vise à favoriser la montée en gamme de l'économie malaisienne. La survenue de l'épidémie de COVID-19 a montré, s'il en était besoin, l'intérêt de cette numérisation, même s'il reste des interrogations quant à la faisabilité du plan annoncé et ses conditions de mises en œuvre, notamment pour l'accès à la 5G.

³ Sur invitation du ministre des finances, des investisseurs indiens ont assistés au lancement du parc technologique KIST à Batangas

⁴ <https://www.pna.gov.ph/articles/1129101>

⁵ définit les activités susceptibles de bénéficier d'incitations

Un plan gouvernemental ambitieux, cohérent et nécessaire...

Le plan MyDigital, Malaysia Digital Economy Blueprint, développe **une démarche volontariste de transformation de la Malaisie** en une « nation à haut revenu, tirée par le numérique, et devenant un leader régional de l'économie numérique ». Le gouvernement fixe des objectifs pour la population (création de 500 000 emplois, raccordement de 100% des ménages à internet), les entreprises (accroissement moyen de la productivité de 30%, adoption du e-commerce par près de 875 000 PME, hausse de la part de l'économie numérique à 22,5% du PIB, investissements d'un peu plus de 70 Mds MYR (17 Mds USD), accueil en Malaisie du siège social de 2 licornes étrangères ou locales) et les administrations (100% d'adoption des technologies numériques par les fonctionnaires, 80% de services numériques en ligne, 80% de stockage dans le nuage).

Il s'agit d'un **plan gouvernemental très ambitieux**, dont la cohérence formelle est bien visible et dont les résultats sont attendus d'ici fin 2030 au plus tard, qui s'articule avec les nombreux plans déjà lancés ces dernières années : internet des objets en 2015, 4ème révolution industrielle en 2018 ou développement de la connectivité, notamment 4G/5G en 2019. Ce dernier plan, intitulé MyJendela (« Réseau numérique national »), est d'ailleurs formellement intégré dans le plan MyDigital, tout comme le plan « fibre » (National Fiberisation and Connectivity Plan, 2019). Enfin, ce plan doit lui-même être intégré dans le 12ème plan (2021-2025, mais qui n'a toujours pas été adopté) et dans la stratégie Shared Prosperity Vision 2030.

Si l'épidémie sanitaire en cours a montré l'importance du e-commerce et de la numérisation des activités économiques, **la nécessité de ce basculement numérique relève bien d'une prise de conscience ancienne de l'impératif d'améliorer la compétitivité de l'économie dans un contexte de concurrence régionale accrue et de volonté de sortir du piège du pays à revenu intermédiaire**, qui voit l'objectif d'atteindre le statut d'économie à haut revenu échapper à la Malaisie d'année en année. On relève en outre que la Banque mondiale conseille les autorités malaisiennes : de nombreuses recommandations publiées dans le rapport de la Banque mondiale

« Malaysia's Digital Economy – A New Driver of Development » (2018) se retrouvent dans MyDigital.

...dont la mise en œuvre devrait constituer un défi, pour au moins trois raisons :

(i) Financement et calendrier. Aucun plan de financement n'a été détaillé à ce jour et, compte tenu de l'empilement successif des différents plans, **il est difficile de déterminer ce que les sommes annoncées recouvrent et dans quelle mesure elles intègrent ou non des dépenses déjà comptabilisées par ailleurs**. A titre d'illustration, on évoque pour le déploiement de la seule 5G la somme de 15 Mds MYR (3,6 Mds USD). Dans le contexte budgétaire malaisien – où les recettes fiscales sont extrêmement faibles, aggravé par les dépenses rendues nécessaires par les soutiens à l'économie et aux ménages en ces temps épidémiques, la capacité du gouvernement à trouver les fonds nécessaires pourrait être limitée. **Certains objectifs affichés sont déjà atteints** (la Malaisie est déjà considérée comme la 2ème économie numérisée de l'ASEAN derrière Singapour) **alors que d'autres semblent hors d'atteinte** dans les calendriers annoncés : 100% des foyers raccordés à internet d'ici 2025 ou l'utilisation de l'informatique nuagique par 80% du service public d'ici 2022.

(ii) Gouvernance et transparence. S'agissant de la 5G en particulier, les autorités ont annoncé la création d'une structure publique chargée d'assurer le développement du réseau, dont elle aurait la propriété et dont elle louerait les capacités aux différents exploitants. Le choix de ce type de structure est décrit par les différents analystes (Fitch par exemple) comme une possible **source d'inefficacité, de gaspillage et de retards technologiques**. En outre, la personnalité qui en assurera la direction est controversée malgré sa connaissance du secteur des télécommunications.

(iii) Cybersécurité et souveraineté nationale. L'entreprise chinoise Huawei est omniprésente en Malaisie. On peut considérer que **ce sera le fournisseur, si ce n'est exclusif, très largement dominant des équipements 5G**. Au-delà de l'absence de concurrence et du risque qui pèsera sur les prix des équipements, la question de la sécurité des infrastructures critiques se pose. Cyber Security

Malaysia, l'agence publique malaisienne de sécurité des systèmes d'information (équivalent de l'ANSSI), vient de **rendre publique la signature d'un accord de coopération au terme duquel Huawei participera au développement de la sécurité de la 5G en Malaisie** via la création du premier laboratoire de test de la sécurité du réseau 5G, des équipements et de l'IoT en Asie du Sud-Est.

Contact: emmanuel.ly-batallan@dgtresor.gouv.fr

Cambodge

Les échanges extérieurs du Cambodge en 2020

L'évolution des échanges extérieurs du Cambodge en 2020 (119% du PIB) a été négative (-6%) du fait de la pandémie de Covid-19. Les exportations sont restées stables (-0,7%) tandis que les importations ont reculé de 10%, avec à la clé une nette réduction du déficit commercial (-3,8 Mds USD contre -5,7 en 2019).

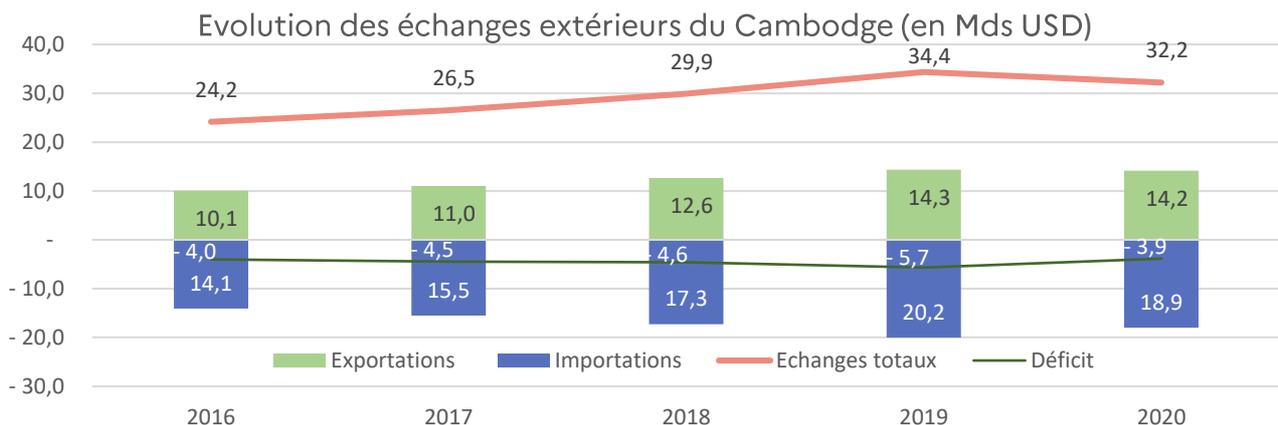
Les exportations cambodgiennes restent essentiellement composées de produits textiles, à destination de l'Amérique du Nord et l'Europe

En 2020, les exportations cambodgiennes ont atteint 14,2 Mds USD contre 14,3 Mds en 2019, maintenant leur niveau malgré la crise (-0,7% sur un an). En contraste avec le rythme des vingt dernières années, les exportations de « produits textiles » (54% du total) ont baissé de 9% pour atteindre 7,7 Mds USD en raison d'une baisse des commandes européennes. Les ventes cambodgiennes d'« articles de voyage et sacs » (1,2 Md

USD, 8,6% du total) et de « chaussures » (1,2 Md USD, 8,4% du total), aux deuxième et troisième postes, ont également décliné, de 13,2% et 10% respectivement. Mais tous les autres postes d'exportation (bicyclettes, bois, métaux, électronique, produits agricoles, en plastique et caoutchouc, divers) ont progressé en 2020, signe d'un début de diversification industrielle. Ces six postes représentent 20,3% des exportations cambodgiennes en 2020 pour un total de 3,7 Mds USD. Les Etats-Unis (5,2 Mds USD) sont devenus le premier client du Cambodge en 2020, détrônant l'UE (3,2 Mds USD), désormais classée deuxième. Cela s'explique par les conséquences de la pandémie, mais surtout par le Brexit. Suivent ensuite, de loin, la Chine et le Japon (1,1 Md USD), l'ASEAN (968 MUSD), le Royaume-Uni (826 M USD) et le Canada (745 M USD). Ces marchés représentent 93% des exportations en 2020. La France est la 10^e destination des exportations cambodgiennes dans le monde et la 3^e dans l'UE, derrière l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas.

L'ASEAN et la Chine représentent plus des trois quarts des importations

Les importations cambodgiennes ont connu un recul de 10% en 2020 à 18 Mds USD. Les dix principaux fournisseurs du Cambodge sont tous asiatiques, dont cinq membres de l'ASEAN (Thaïlande, Vietnam, Indonésie, Singapour et Malaisie). En 2020, l'ASEAN est restée le premier fournisseur (39,4% du total), devant la Chine (39%). La France est le 15^{ème} fournisseur du pays, le 3^{ème} en Europe après le Danemark et l'Allemagne. Manquant d'un réseau de fournisseurs diversifié, le Cambodge doit importer massivement les « intrants et matériaux nécessaires à l'industrie textile » (4,6 Mds USD, soit 25,4% de ses achats totaux).



Ces importations ont baissé de 13% en raison d'une rupture des approvisionnements chinois début 2020, puis de la baisse de la demande de textile. Viennent ensuite les équipements électroniques et mécaniques (2,4 Mds USD, -4%, soit 13% du total), les produits pétroliers (2 Mds USD, -21%, 11% du total), les véhicules et matériels de transport (1,7 Md USD, -28%, 10% du total), les métaux (1,4 Md USD, -12%, 7% du total) et les boissons/tabac (1,2 Md USD, +8%, 7% du total).

La dissymétrie géographique des échanges s'accompagne d'un fort déficit commercial

La progression des échanges du Cambodge ces dernières années n'est que partiellement imputable à la dynamique d'intégration régionale, malgré la hausse des importations cambodgiennes depuis l'ASEAN (essentiellement Thaïlande et Vietnam). Les exportations cambodgiennes vers ses voisins de l'ASEAN ont même tendance à baisser (7% des ventes en 2020 contre 9% entre 2016 et 2019), ce qui montre que l'économie cambodgienne, spécialisée dans la fourniture de biens de consommation aux pays développés, n'a pas encore pleinement tiré profit du dynamisme interne de la région.

Plus globalement, l'Asie, qui fournit l'essentiel des importations du Cambodge (92%), représente seulement un quart environ de ses débouchés commerciaux. La Chine s'y taille la part du lion dans une relation là encore déséquilibrée puisqu'elle assure 39% des importations mais ne procure au Cambodge que 8% de ses ventes. Les échanges du Cambodge avec les économies développées d'Europe et d'Amérique du Nord sont également asymétriques. Ces pays sont le débouché de presque les trois quarts des exportations cambodgiennes alors que leurs parts dans les importations cambodgiennes (respectivement 4% et 1%) restent très en deçà de leurs performances commerciales globales. Au total, le fort excédent enregistré dans les échanges avec l'UE et l'Amérique du Nord est loin de compenser le très fort déséquilibre constaté vis-à-vis de la Chine et de l'ASEAN, ce qui entraîne un déficit commercial important (3,8 Mds USD, soit 14,2% du PIB), même s'il a baissé en 2020.

Contact: philippe.baudry@dgtresor.gouv.fr

Vietnam

Financer le secteur de l'énergie au Vietnam

La trajectoire énergétique du Vietnam rend le modèle historique de financement du secteur énergétique difficilement soutenable

Le développement du secteur de l'énergie au Vietnam repose historiquement sur le soutien public des investissements des entreprises d'Etat Electricité du Vietnam (EVN) pour le secteur électrique et PetroVietnam (PVN) pour le secteur gazier. Le financement privé domestique du secteur électrique, en l'absence de soutien public, reste marginal.

Afin de répondre à la demande en énergie sans cesse croissante, le gouvernement estime que les investissements dans le secteur énergétique s'élèveront à 130 Mds USD sur la décennie 2020-2030, sur fond de diversification du mix énergétique et de respect des engagements pris pour lutter contre le changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris.

Les besoins de financement sont largement supérieurs à ce qui avait été investi jusqu'ici. Le modèle historique de financement du secteur énergétique par le secteur public est aujourd'hui difficilement soutenable, en raison de la volonté du gouvernement de maintenir l'endettement public en deçà de 65% du PIB, de la diminution des ressources concessionnelles des bailleurs internationaux et de la privatisation progressive du secteur de l'énergie.

La mutation en cours du secteur énergétique impulsée par les autorités depuis 2016 implique une réduction progressive de la position centrale d'EVN dans le financement des capacités de production électrique.

L'engagement du processus de réforme et de libéralisation du secteur énergétique, le développement rapide des énergies renouvelables et le projet de privatisation, à terme, des filiales de production d'EVN (EVNGENCO1, EVNGENCO2, EVNGENCO3) devraient se traduire par l'arrivée de capitaux privés et de producteurs indépendants sur le segment de la production d'énergie. Les investissements d'EVN devraient graduellement se

recentrer sur les infrastructures de transmission et de distribution d'électricité, à raison de 2 à 3 Mds USD par an de 2021 à 2030. Dans le cas de PVN, des opérations de privatisation et d'ouverture de capital de trois de ses filiales (PV Power, PVOil et Binh Son Refining and Petrochemical - BSR) ont été entamées depuis 2018, mais sont aujourd'hui suspendues en raison d'une absence de vision claire quant à l'entrée d'investisseurs institutionnels au capital. Dans l'hypothèse où il serait mené à son terme, ce processus devrait toutefois permettre de dégager de nouvelles possibilités de financement des investissements dans le secteur gazier, en particulier pour les nouveaux projets de gaz naturel liquéfié (GNL).

Le financement des énergies renouvelables au Vietnam est en voie de structuration malgré de fortes incertitudes réglementaires

Le développement des énergies renouvelables (solaire et éolien) au Vietnam est financé par le secteur privé domestique en raison d'une insuffisante attractivité des contrats de rachat d'électricité (Power Purchase Agreement – PPA). Si les investissements étrangers dans les renouvelables augmentent en dépit des incertitudes réglementaires, l'implication des grandes banques commerciales internationales dans le secteur reste limitée. Des structures de financement innovantes commencent à émerger pour contourner l'insuffisante « bankabilité » des contrats d'achats.

De grands conglomérats vietnamiens investissent dans le développement de grands projets renouvelables en s'appuyant sur leurs fonds propres. Le groupe Trungham a investi 518 M USD dans la construction de la ferme solaire Trung Nam Thuan Nam, qui est la plus grande centrale solaire en Asie du Sud-Est en activité, avec une capacité de 450 MW. De nombreux petits producteurs locaux investissent également dans le secteur en s'appuyant sur des prêts bancaires, mais les taux d'intérêt offerts par les banques domestiques dépassent généralement 10%.

Au vu de ces contraintes, le montant d'investissement estimé de 23,7 Mds USD pour la période 2019-2030 ne sera pas atteint sans attirer des financements internationaux. La récente mise en place des mécanismes de *feed-in-tarifs* pour le solaire et l'éolien par le gouvernement a contribué à attirer des investissements étrangers pour financer des projets d'énergie renouvelable.

Le dynamisme apparent des énergies conventionnelles masque un resserrement durable des contraintes de financement du secteur

Le soutien des projets thermiques au Vietnam repose toujours sur d'importants investissements étrangers publics et privés. La Chine est le principal moteur financier des grands projets de centrale à charbon récemment achevés ou en cours de construction dans le pays, suivie par le Japon et la Corée du Sud.

Le financement de projets thermiques entre néanmoins en contradiction avec les engagements « Climat » du Vietnam pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Le retrait annoncé des banques commerciales internationales du financement de projets charbons à l'horizon 2030 compliquera durablement le soutien au secteur. Si le charbon devrait rester malgré tout un pilier important du mix énergétique vietnamien à l'horizon 2045, le financement de cette source d'énergie est appelé à se tarir au vu des contraintes structurelles auxquelles ce type de projet fait désormais face. Les institutions financières qui continuent d'investir dans des projets de cette nature au Vietnam se trouvent de plus en plus confrontées à un risque réputationnel, sous la pression de la communauté internationale, des opinions publiques et d'investisseurs défavorables au recours aux énergies fossiles.

Contact : francois.deblock@dgtrésor.gouv.fr

Annexes statistiques

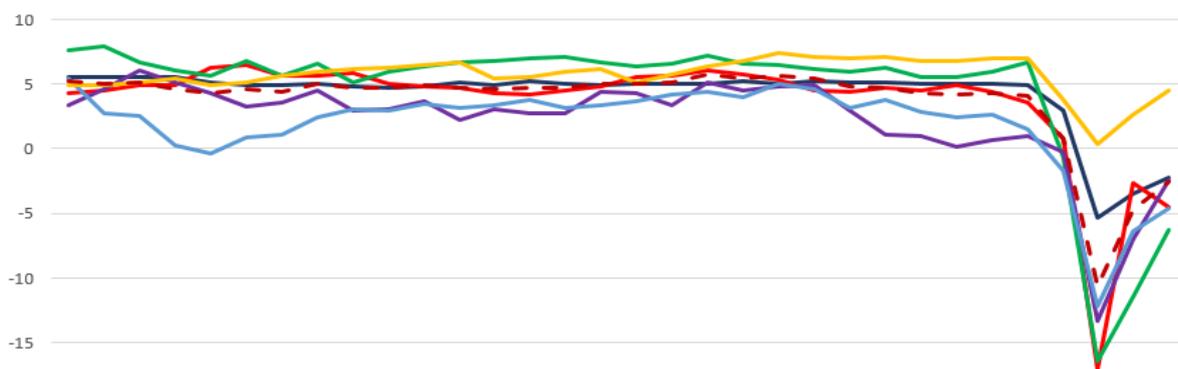
ASEAN : Principaux indicateurs économiques (prévisions 2021)

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN-5*
Population (en millions d'habitant)	54,4	0,5	16,7	273,5	7,3	32,3	110,0	5,8	69,8	97,3	582,9
PIB (en Mds USD courants)	76,2	15,3	27,2	1158,8	20,4	387,1	402,6	374,4	538,7	354,8	2 842
PIB / habitant (en USD courants)	1 423	33 096	1 720	4 256	2 773	11 603	3 646	64 103	7 701	3 609	6 163
Croissance (%)	-8,9	1,6	4,2	4,3	4,6	6,5	6,9	5,2	2,6	6,5	4,9

*ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2021 et Banque Mondiale

Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN (% en glissement annuel)

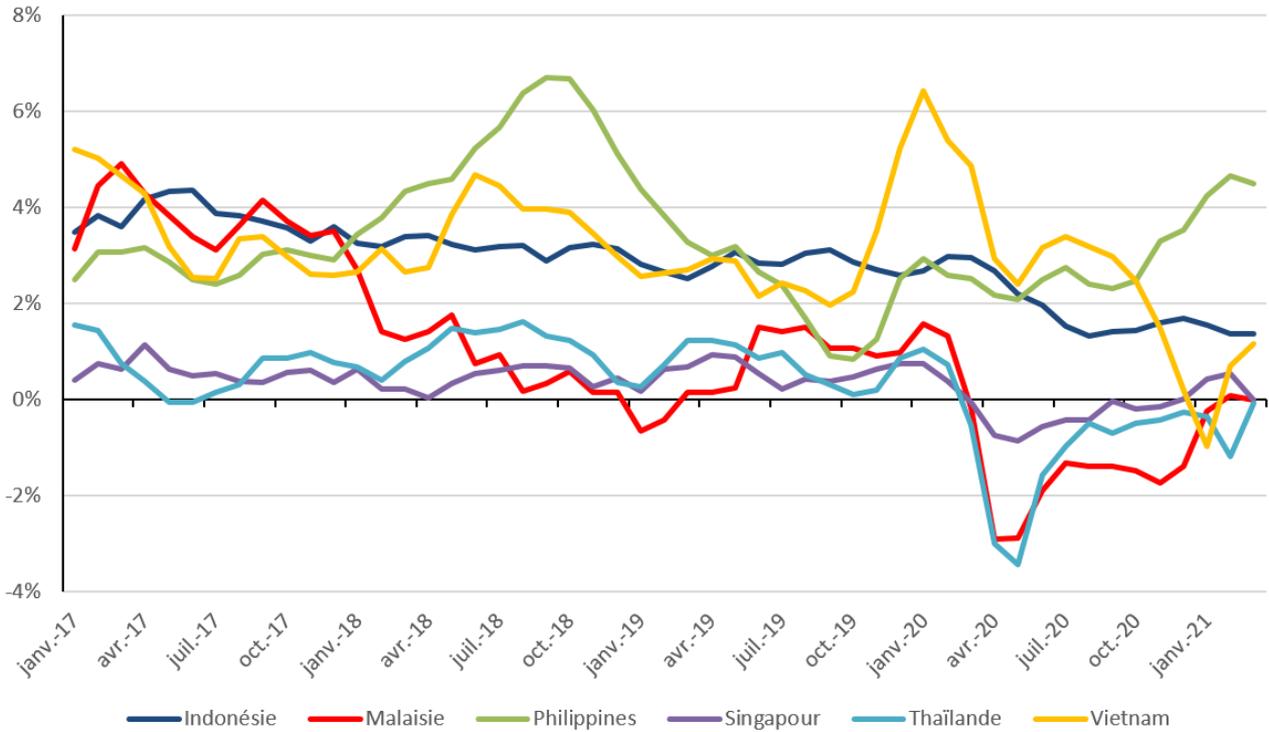


	2013				2014				2015				2016				2017				2018				2019				2020							
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4																												
Indonésie	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.3	-5,3	-0,4	-0,2
Malaisie	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.1	-1,7	-0,3	-0,5			
Philippines	0.8	0.8	0.7	0.6	0.6	0.7	0.6	0.7	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	-0,1	-1,7	-1,2	-0,6			
Singapour	0.3	0.5	0.6	0.5	0.4	0.3	0.4	0.5	0.3	0.3	0.3	0.4	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.3	0.5	0.5	0.5	0.3	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	-1,3	-0,7	-0,2			
Thaïlande	0.5	0.3	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.3	0.4	0.3	0.2	0.3	0.1	-0,2	-1,2	-0,6	-0,5			
Vietnam	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.5	0.6	0.6	0.6	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.4	0.0	0.3	0.5			
Moyenne ASEAN-6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.1	-1,1	-0,5	-0,3			

Indonésie Malaisie Philippines Singapour Thaïlande Vietnam Moyenne ASEAN-6

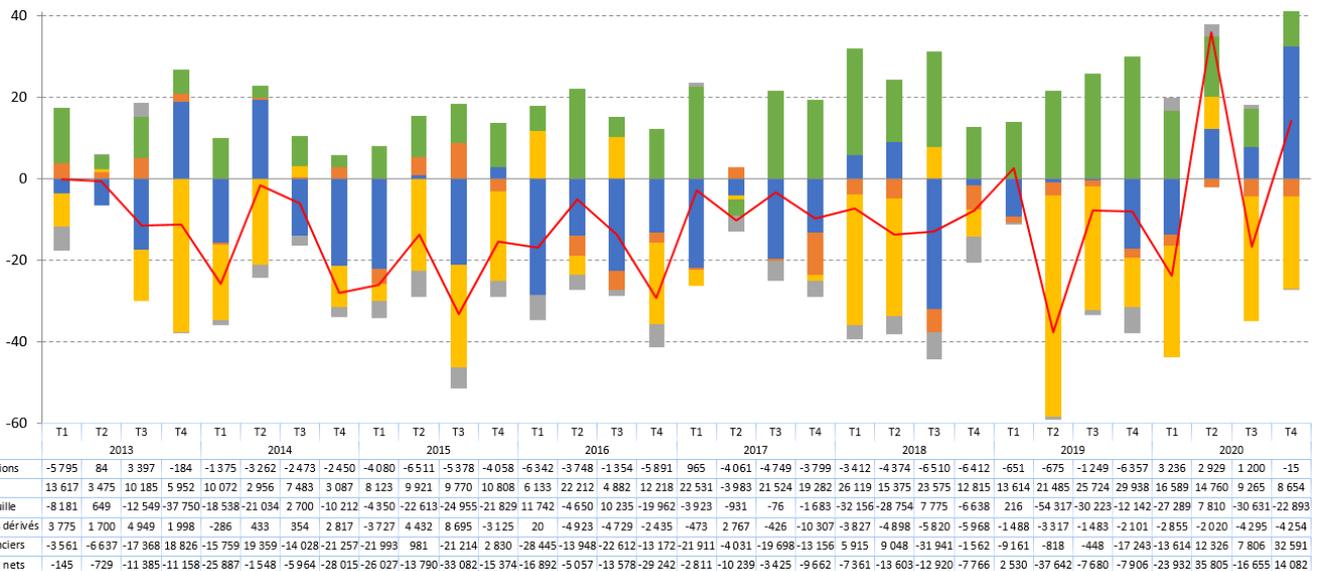
Source : CEIC

Taux d'inflation (en glissement annuel)



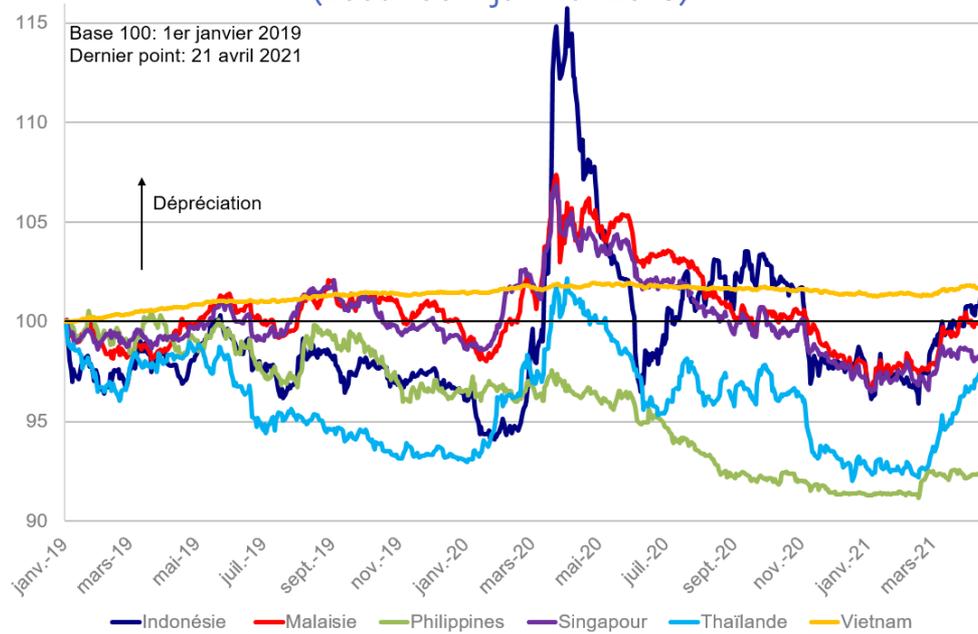
Source : CEIC

Flux de capitaux (nets, en millions USD) à destination de Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie et Philippines)



Source : banques centrales

Taux de change nominal contre le dollar (Base 100 = janvier 2018)



Source : CEIC

Indices boursiers (Base 100 = janvier 2019)



Source : CEIC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international